

**Point 19** : Association territoriale pour le développement de l'emploi et des compétences – Désignation des représentants de Nantes Métropole

**Intervention : Nathalie Blin (Nantes)**

Madame la présidente, chers collègues,

J'aimerais profiter de cette délibération concernant la nouvelle association territoriale pour le développement de l'emploi et des compétences pour pointer les différences criantes entre les volontés de faire localement et les inepties macronniennes notamment pour ce qui concerne les politiques d'insertion. Depuis de nombreuses années, et ce bien avant ce gouvernement, dans cette politique comme dans bien d'autres, l'engagement de notre métropole va de pair avec un désengagement patent de l'Etat.

De plus en plus stigmatisés, les chercheurs d'emploi sont passés progressivement du statut personne indemnisée suite une perte d'emploi, au statut de personne vivant au crochet de la société. Pourtant les contrôles accrus, effectués par Pôle Emploi en 2017, révèlent que 86 % des demandeurs cherchent bien activement un travail et que les 14 % restant sont majoritairement en fin de droits. Cela devrait mettre fin au mythe des « chômeurs profiteurs », et au passage clouer le bec de plus d'un polémiste, comme Laurent Wauquiez qui pense que les ayants droit profitent « un peu de la vie » avec leurs « deux ans d'assistance chômage » ou Christophe Castaner qui accusait certains Français de toucher le chômage pour partir en vacances.

L'engagement de notre métropole en faveur de l'emploi et de l'insertion est parfaitement rappelé dans cette délibération et je ne reviens pas dessus.

Il paraît assez clair aujourd'hui que la fusion des deux associations : Mission locale et Maison de l'emploi tient d'une forme d'optimisation inhérente à des questions budgétaires, en particulier suite au vote de la loi de finance 2018. En effet, les maisons de l'emploi ont perdu cette année 50 % des aides que leur accordait l'État, aides qui seront totalement supprimées en 2019.

Après le vote de cette loi de finance, le Figaro titrait de manière assez factuelle :  
« L'Assemblée vote un budget en baisse pour le travail et l'emploi », tout est dit.

Le président l'a fait valoir clairement il y a quelques jours, pas question de dépenser un  
« pognon de dingue » dans des aides lui paraissant inutiles. Nous avons bien compris qu'il y a  
dans l'esprit du président et de sa majorité les premiers de cordé d'un côté et le reste de  
l'autre, nous avons bien compris le mépris d'une telle conception.

Pour ce, entre guillemet « reste », il ne reste justement plus que les collectivités locales et leur  
volonté d'action, nous n'en manquons pas, mais pour combien de temps encore dans le  
contexte budgétaire que nous connaissons.

Je vous remercie de votre attention.